



TRIBUNE

Paris le 9 Novembre 2015

Réalisateurs, Exploitants, Distributeurs, Producteurs, Programmeurs, membres du conseil d'administration de l'ADRC, nous suivons avec un intérêt mâtiné d'inquiétude l'agitation qui entoure la sortie du prochain Star Wars, ou "SW VII".

Toute l'année, l'ADRC a pour mission de remédier aux problèmes d'accès aux films. Semaine après semaine, l'Agence pallie les difficultés résultant de la concentration des copies dans les zones à forte concurrence, afin qu'il y ait la meilleure exposition possible des œuvres sur le territoire et que le plus grand nombre d'exploitants et de spectateurs soient "servis".

Dans le cas de figure de SW VII, nous ne pouvons nous empêcher de craindre que certains ne confondent combat individuel et combat collectif, la somme d'intérêts particuliers ne faisant pas l'intérêt général.

Vouloir offrir la plus grande diversité à ses spectateurs est légitime, chacun(e) étant libre de sa programmation.

Cependant il ne faudrait pas que la diffusion de SW VII, et les exigences extrêmement fortes qui l'accompagnent, nuise aux films qui sortent dans cette même période. En d'autres termes, il serait regrettable que certain(e)s contribuent à la concentration qu'ils dénoncent par ailleurs.

Certaines salles ont déjà des programmations plus "généralistes", d'autres un nombre d'écrans suffisants qui leur permettront de subvenir à la demande et à l'offre cinématographique du moment. D'autres encore ont toujours alterné les sorties les plus pointues avec des films plus généralistes. Il y a aussi les mono-écrans qui ont, chacun, leurs particularités. A voir certains établissements disposer de deux, voire trois copies de SW VII, il n'est pas illégitime que d'aucuns se demandent pourquoi il n'y ont pas droit du tout. En tout cas en sortie nationale.

Il est impossible de prétendre traiter ce sujet de manière globale. Ce serait même dangereux. Loin de nous l'idée de questionner le choix de chacun, mais nous craignons qu'une mobilisation "générale" de représentants de l'Art et Essai pour demander ce film ne consiste à livrer le mauvais combat en focalisant la question sur l'Art et Essai alors qu'elle ne se situe pas là.

Il est difficile, voire impossible, d'appliquer un modèle et un raisonnement général, chaque situation restant particulière et une "typologie" d'exploitation, n'existant pas. C'est justement toute la beauté de notre réseau de salles.

Mais, surtout, il ne faut pas se tromper de combat. Le combat qui doit être le nôtre, nous qui défendons la diversité, est justement celui de la lutte contre concentration. C'est la véritable question générée par ce plan de sortie. Rien d'autre.

A transformer une multiplication de négociations individuelles, difficiles et légitimes, mais différentes, en une négociation collective, l'attention pourrait se détourner de la question la plus pertinente en ce qui concerne les salles Art et Essai. Pourquoi certaines n'ont-elles pas accès à certains films Art et Essai attendus tout au long de l'année ? La nécessité économique qui pousse certaines salles à demander aujourd'hui ce film, ne serait peut-être pas aussi violente si elles avaient accès, dans des conditions acceptables, à beaucoup d'autres films tout au long de l'année.

Ce débat ne saurait être le combat de l'Art et Essai mais une raison de plus d'en appeler à une mobilisation de la profession suite aux Assises afin de soutenir la volonté de régulation de la diffusion et de l'exploitation annoncée par le CNC au Congrès des exploitants.

Christophe Ruggia

Michel Ferry

Patrick Sobelman

Patrick Brouiller

Francis Fourneau

Jean-Jacques Geynet

Michel Saint-Jean

Christophe Maffi

Etienne Ollagnier

Catherine Cavelier